

## **Allocution du Président du Conseil général de Haute Corse, Monsieur Paul GIACOBBI**

Bienvenue dans cette salle qui est très honorée de vous recevoir parce que « conserver étudier, protéger le patrimoine en milieu isolé »..., en tout cas s'intéresser au patrimoine, y travailler, c'est un sujet passionnant, même pour des profanes comme moi.

Dans cette salle des collectivités territoriales, nous avons l'habitude de débattre de sujets beaucoup moins culturels qui ont trait par exemple à la quantité de bitume que l'on met sur les routes, au financement des réseaux d'eau et d'assainissement... quoi que ce n'est pas très éloigné de nos préoccupations archéologiques actuellement !... Et à bien d'autres sujets d'intérêt relativement local... Donc cela m'est un plaisir particulier qu'elle serve aussi à d'autres usages et à des usages très heureux !

Je suis très heureux d'accueillir mon ami Philippe PERGOLA - ça n'est ni un scoop, ni quelque chose d'exceptionnel, c'est plutôt fréquent et agréable -, le maire de Lucciana et puis, j'aurais dû le citer avant tous, Monsieur Azéline BESCHAOUSCH, qui est conseiller de la Directrice Générale de l'UNESCO et qui connaît bien le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), une institution fort connue, peut être la plus connue dans les médias de l'UNESCO. Je le rappelle ici, l'UNESCO a classé, entre autres, parmi les « biens naturels », le site de Scandola qui s'étend en Haute Corse et sur la Corse du sud.

Alors mesdames et messieurs, je n'en dirais pas beaucoup plus, soulignant simplement deux points : Par les temps qui courent, c'est-à-dire aujourd'hui, où tout s'effondre autour de nous, il est important de s'occuper de protéger le patrimoine, puisque le patrimoine disparaît sous nos yeux dans l'un des plus grands moments de crise économique et financière probablement que le monde ait connu... puisque l'on est vraiment dans un de ces tournants non seulement de l'économie, mais au delà des cycles, dans un de ces tournants qui font que la civilisation, le progrès passent d'un continent à un autre. Vous pensez bien, vous qui êtes historiens ou archéologues et qui avez le recul, que tout ça est d'une importance extrême.

Donc je trouve que c'est intéressant aujourd'hui de parler de la protection du patrimoine. Quand je vois les sommes qui s'effondrent aujourd'hui – c'est à dire ce matin, par exemple, où il s'est perdu peut être 30 ou 20 milliards d'euros ou 50 je ne sais plus..., à la bourse de Paris ou peut être 500 000 dans le monde. Vous voyez à peu près les échelles ! Ce que nous consacrons les uns les autres à la préservation du patrimoine, c'est à dire à ce qui nous est arrivé dans les 40 à 50 000 années qui nous précèdent, et notamment dans les derniers 2 ou 3 000 ans est absolument négligeable.

Ce qui fait aujourd'hui le budget de l'UNESCO, que je connais un petit peu pour des raisons personnelles, n'est rien à côté de ce que consacre à sa publicité la dernière des entreprises d'armement... c'est sans aucune commune mesure !

Autrement dit, nous vivons dans un monde un peu curieux qui a massivement désinvesti sur la culture, sur le patrimoine, sur ce qui dure, sur ce qui a de l'importance et qui fait qu'on est des êtres humains et non pas simplement des machines à consommer... et qui gaspille ses richesses dans des choses d'une immense futilité et qui parfois détruisent le patrimoine !

C'est une réflexion que je voulais faire en préambule. Ce qui m'inquiète dans la période qui va venir, c'est qu'il risque d'y avoir une tendance extravagante consistant à dire « Et bien écoutez puisqu'on n'a plus rien, on va se consacrer à ce qu'on croit être l'essentiel, c'est à dire aux choses les plus inutiles... ». Dans un tel contexte, il ne serait pas étonnant dans un pays comme la France (au niveau de nos collectivités) que précisément le peu qu'on en faisait pour la culture, le patrimoine, l'archéologie, l'histoire... on en fasse encore moins !

Je crois qu'il faudrait, au contraire dans une période comme celle-là, se dire : « ça coûte pas bien cher et sur le long terme c'est vraiment un investissement prodigieux et merveilleux ». J'ajoute un point en fait, auquel on est sensible les uns les autres, José GALLETTI l'est aussi autant que moi, c'est que du point de vue des collectivités locales le peu que l'on met là-dedans a des retombées finalement excellentes, y compris même sur le plan économique ! La mise en valeur intellectuelle, scientifique, muséographique... d'un site

est une richesse absolument considérable sur le plan économique avec des effets induits qui sont en général avec des taux de rentabilité tout à fait considérables si l'on se place simplement d'un point de vue matériel ! Donc, que ça nous serve peut-être de leçon aux uns aux autres - à commencer par nous mêmes, ici, qui gérons une petite collectivité ! En tout cas on va essayer d'y travailler très sérieusement.

Et puis vous venez de différents pays, de différents coins de France et d'Europe - voire d'un peu plus loin - pour nous exposer un certain nombre de choses qui sont « nous mêmes ». C'est à dire que nous sommes, nous mêmes qui habitons ici, le produit de ce qui s'est passé entre autres il y a 2 000 ans - entre 1 500 et 2 000 ans, pour être plus précis - dans ce qui a été une petite ville du côté de Mariana.

Je dois dire que l'histoire - je terminerai là, mais je suis malheureusement très bavard, parce que Philippe va me faire taire rapidement et va trouver que je parle trop... mais un mot encore ! - Au fond, nous avons tendance à considérer que ce qui se passe, surtout ce qui s'est passé il y a très longtemps - il y a 2 000 ans - ne peut pas éclairer notre présent. Et quand les historiens s'amuse à rappeler les choses, on les regarde avec des yeux ronds en disant « mais ils parlent de choses qui ne nous concernent plus ».

Il y a quelques années, dans cette salle même, on évoquait un lingot de cuivre - si mon souvenir est bon - et à travers l'histoire de ce lingot, on se rendait compte que la mondialisation, elle, n'est pas née il y a quelques années ! Elle est très ancienne : ce lingot avait une histoire et une signification économique tout à fait considérable qui montrait que les échanges se faisaient à longues distances... ce que nous savons bien ! Très modestement, quand on visite le musée d'Aléria, on se rend compte qu'effectivement les mouvements commerciaux sont absolument considérables à l'époque, c'est à dire il y a à peu près 2 000 ans, voire un peu plus. Et par conséquent, il y avait une mondialisation en tout cas à l'échelle de la méditerranée... D'ailleurs ça débordait de beaucoup l'histoire de la méditerranée... De même, ici, a-t-on eu il y a quelques années un exposé remarquable sur Chypre et sur ses mosaïques qui le montrait, lui aussi. On n'a rien inventé et ce qui se passait autrefois éclaire souvent d'un jour particulier ce qui peut aujourd'hui nous arriver !

Quant à la spéculation et à ses folies, je me référais ces jours-ci à quelques références historiques et on se disait qu'au fond la première spéculation européenne (peut être mondiale ?), elle a eu lieu avec les oignons de tulipes ! En 1627 – 1637, il y a eu une folie sur les oignons de tulipes... On les payait le prix d'une maison - presque - pour un oignon de tulipe, à un moment donné... et comme vous le savez ça s'est effondré... Même si pour les jardiniers un oignon de tulipe vaut un peu cher, cela ne vaut pas néanmoins le prix d'une maison !

Et puis après il y a eu la première bulle spéculative qui a éclaté, ce n'était pas à Wall Street, contrairement à ce qu'on croit, c'était rue Quincampoix à Paris, où on se prêtait pour deux heures de l'argent : ça s'appelait le « prêt à la pendule ». Il y avait une hausse des cours de l'action de la compagnie pendant les deux heures, malgré des taux d'intérêts extravagants et puis ça a duré un bon moment. Et puis un beau matin, ça s'est effondré, comme il y a quelques jours ; nous ça a duré soixante ans, eux ça a duré beaucoup moins longtemps, la bulle à explosé et à quand même fait pas mal de dégâts.

Alors je ne sais pas s'il y avait à Mariana, du temps de l'Antiquité, beaucoup de bulles spéculatives ou beaucoup d'argent « planqué ». Je sais que les grecs « planquaient » leurs sous à Délos - qui fut d'ailleurs la première zone franche de l'histoire - dans l'histoire du monde. Les ligues grecques mettaient leurs sous dans l'île de Délos et les utilisaient en particulier dans les guerres contre l'Asie.

Voilà ce que je voulais vous dire. Merci beaucoup d'être là, nous sommes extrêmement honorés, et encore une fois, j'espère que les événements nous inciteront - nous autres collectivités publiques, à revenir à l'essentiel.

Je vous remercie.

## Philippe PERGOLA

Merci tout d'abord au Président du Conseil Général, merci Paul de nous accueillir, de nous aider, d'être présent dans nos initiatives à Mariana en particulier et également dans la démarche scientifique qui se situe à Mariana, puisque Mariana ce n'est pas seulement une fouille, c'est un Projet Collectif de Recherche et c'est un Groupement De Recherche Européen, un G.D.R.E. du CNRS qui est né ici.

C'est ici que François FAVORY, alors qu'il était en charge de l'archéologie au C.N.R.S., a lancé l'idée de ce Groupement De Recherche Européen sur l'espace, sur le monde insulaire en méditerranée.

Un Groupement De Recherche Européen au CNRS - tant qu'il existera - j'en dirai quelques mots tout à l'heure... tout le monde sait que je ne pratique pas la « langue de bois » et ce n'est vraiment pas aujourd'hui que je vais commencer ! Le Groupement De Recherche Européen est surtout présent au CNRS dans les sciences dites « dures » et très peu dans les sciences humaines et sociales. Mais notre projet a plu et sur une trentaine de projets déposés cette année là, deux ont été retenus dont le nôtre, sur « le monde insulaire en méditerranée ».

Aujourd'hui effectivement en ces temps moroses, je ne vais pas vous apporter beaucoup de gaieté mais je vais quand même essayer de voir quel peut être notre futur, et je commencerai par Mariana « dix ans après ». Parce qu'effectivement, il y a dix ans, presque jour pour jour, commençait l'aventure Mariana.

Comme toute aventure elle a connu et elle connaît ses surprises bonnes et mauvaises, ses coups de théâtre, ses coups d'éclat. Et pour fêter en quelque sorte ces dix ans de Mariana, nous avons organisé avec Jacques REBIERE, directeur du Laboratoire de Restauration du Centre Archéologique du Var (qui est malheureusement absent aujourd'hui - et croyez bien qu'il le regrette, mais c'est pour des raisons familiales très graves) puisque c'est vraiment lui qui a bâti ce colloque autour de la conservation, de l'étude et de la protection du patrimoine.

Notre ami Demetrios MICHAELIDES devait être là à nouveau (tous se souviennent de sa magnifique conférence sur les mosaïques de Chypre, ici même, il y a deux ans), mais malheureusement, il n'a pas pu revenir lui non plus, tout comme Mounir BOUCHENAKI, mais nous avons la chance d'avoir avec nous Azédine BESCHAOUSCH, qui Il représente à la fois la Directrice générale adjointe de l'UNESCO et Mounir BOUCHENAKI, Directeur Général de l'ICCROM, cet institut émanation de l'UNESCO, dont il parlera en conclusion. Sa présence, en elle même, est pour nous un honneur, mais aussi il nous fait l'honneur de conclure cette journée. Donc merci vraiment infiniment d'être ici.

Dès le début de cette enquête à Mariana, la responsabilité du site m'a été confiée par Monsieur le Maire de la Commune de Lucciana, Joseph GALLETI, et en accord loyal, constant, fidèle avec Joseph CESARI, Conservateur Régional de l'Archéologie et des Monuments Historiques (dont j'excuse l'absence aujourd'hui, comme celle des représentants de la Collectivité Territoriale de Corse (CTC) : Laurence OGEL était là hier, mais aujourd'hui sa présence était indispensable à Cauria pour s'occuper de ses menhirs. Est également absente pour ce seul après midi Charlotte PERIN, qui est en fonction depuis une semaine au Ministère de la Culture, pour s'occuper des Centres de Conservation et d'Etude. Elle vient « inaugurer » cette idée de fondation de ces Centres d'Etudes et de Conservation avec la Corse en commençant vraiment par la « base » et par la région certainement la plus défavorisée dans ce domaine. C'est un acte fort de sa part et de la part du Ministère. De la Culture.

Trois centres sont prévus en Corse : Sartène qui est pratiquement déjà opérationnel, Aléria (vous verrez aujourd'hui Monsieur OTTAVIANI qui nous rejoindra — il n'est pas là ce matin car malheureusement il est actuellement dans les réserves de Casabianda : un dépôt du mobilier archéologique d'Aleria, quasiment clandestin, découvert quarante ans après les dernières fouilles. Il nous rejoindra lui aussi en début d'après midi. Le dépôt archéologique de Mariana pourra devenir Centre de Conservation et d'Etude si nous saurons en réunir les conditions.

La Collectivité Territoriale de Corse était également l'un de nos partenaires, et je tiens à rendre hommage à son président de l'Exécutif de l'époque, Monsieur Jean BAGGIONI qui a eu alors le courage d'entrer dans cette démarche et dans l'aventure « Mariana ».

Le Conseil général de Haute Corse a été le premier des partenaires externes à la Mairie de Lucciana à nous rejoindre avec un engagement fort et puis des sponsors également comme la « CCM » et la « Corsica Ferries ».

Bien sûr à l'origine de cette dynamique, il me faut saluer Jean-Michel CASTA, notre Président de l'Association culturelle « Mariana et la Basse Vallée du Golo » qui donc a la charge souvent difficile de gérer nos différentes équipes... Parce que « Mariana », ce n'est pas une entreprise isolée ! C'est, ça a été dès le départ, une fédération, une synergie de moyens et d'équipe qui a eu ses bons et ses mauvais moments mais ce sont autour de 25 universités et centres de recherches qui ont été et qui se sont investis dans nos programmes, à trois niveaux :

- Dans l'action archéologique de terrain, qui est la fouille programmée ;
- Dans le Projet Collectif de Recherches sur « Mariana et la Basse Vallée du Golo ». En fait, nous sommes remontés jusqu'aux montagnes du Niolu avec l'occupation de la haute montagne sur la longue durée, et d'autres opérations qui pour le moment ne sont pas en première ligne ;
- Puis est venu le Groupement De Recherche Européen qui est né ici.

Ces dix ans de recherches et de fouilles ont eu pour nous, c'est l'aspect le plus positif et c'était ce que nous recherchions au premier plan, des résultats spectaculaires. Spectaculaires dans la mesure où nous avons ajouté la bagatelle de vingt siècles à l'histoire de Mariana et en quelque sorte à l'histoire de la Corse. Non plus (et le Président y faisait allusion) du I<sup>er</sup> siècle av. JC et la fondation de la colonie de Marius jusqu'aux invasions au V<sup>ème</sup> ap. JC, mais un départ au XI<sup>ème</sup> siècle av. JC avec quand même un élément spectaculaire : ce lingot « peau de bœuf » de cuivre très pur provenant de Chypre... et on arrive au XV<sup>ème</sup> siècle ! Et ça, ce sont les acquis uniquement de la fouille archéologique ! Comme partout en Corse, seule la fouille archéologique peut nous restituer cette histoire, puisque nous n'avons que des sources littéraires épisodiques et squelettiques. Contrairement à d'autres pays (nous en parlions avec Azédine BESCHAOUSCH pour l'Afrique, lui qui est - je l'ai écrit dans une petite note - le père de l'archéologie tunisienne du XX<sup>ème</sup> siècle et un grand épigraphiste) qui ont une richissime épigraphie latine, chez nous c'est la misère dans ce domaine.

Notre bilan ce sont aussi ces cinq colloques qui ont eu lieu depuis 2004 :

- Un colloque de bilan 500 pages en deux volumes, en préparation, dont les manuscrits sont tous parvenus et qui constituera un premier bilan fondamental sur Mariana ;
- Le colloque sur « le lingot peau de bœuf et la navigation en méditerranée » en 2005 ;
- « La colonisation génoise en méditerranée » en 2006, qui sera publié par la Société des Sciences Historiques et Naturelles de la Corse (et je salue ici en les remerciant, ils sont présents parmi nous, son Président Victor Serafini et Jeanine SERAFINI, ancienne Conservatrice du Musée Municipal de Bastia ;
- En 2007, l'an dernier nous avons eu un double colloque, l'un à Mariana de préfiguration d'un colloque plus ample qui est un des axes du GDRE qui est « le rapport intérieur des îles-côtes » : Quel est-il exactement sur la très longue durée, que se passe-t-il entre les colonisateurs des côtes et les habitants de l'intérieur ?
- Et puis cette année donc le colloque en cours sur « la protection, la restauration, la conservation, l'étude en milieu isolé ».

Scientifiquement, humainement un bilan positif, donc. Une initiative originale pour laquelle il nous faut remercier, en tant qu'équipe, tous ceux qui nous ont aidé jusqu'ici, en espérant qu'ils vont continuer à le faire. On va même leur demander un effort supplémentaire, malgré la crise, à cause de la crise.

Ce sont autour de 1500 stagiaires qui ont défilé à Mariana sur 10 ans : nous fouillions, il y a encore trois ans, pendant 10 semaines avec de 120 à 150 stagiaires qui s'alternaient sur les fouilles et, cette année, il n'y a pas de fouilles. L'an dernier nous avons déjà fouillé de manière réduite et nous ne fouillerons pas l'an-

née prochaine. Nous envisageons la publication, nous envisageons des enquêtes archéologiques non destructives. C'est pour cela que j'ai demandé à notre ami et collègue Franck VERMEULEN d'intervenir avec les travaux magnifiques qui sont faits par les universités de Gent et de Cassino sur le site de Mariana.

Je ne peux cependant cacher une forte inquiétude quant au futur ; les archéologues, les historiens de ma génération sont inquiets. De manière égoïste, ma génération pourrait se dire, c'est mon cas, « j'ai 10 ans devant moi, il ne se passera rien de grave en ce qui me concerne personnellement », mais c'est grave, gravissime, pour les nouvelles générations. Ces dix dernières années ont connu une diminution d'environ 50% des inscrits dans les facultés de sciences humaines ! Je ne parlerai pas de l'université de Corte : Jean CASTELA la représente ici et représente le département des arts. Nos rapports n'ont pas toujours été faciles et je regrette qu'actuellement aucun étudiant de Corte ne soit en prise sur l'archéologie de terrain - du moins pour nos périodes -, malgré la présence de Daniel ISTRIA, recruté pour cela à l'université de Corte. Ce sont même des bourses de formation qui se perdent parce que personne ne les utilise ! Donc je pense que c'est grave pour nous ! Je pense que nous sommes dans une situation grave et je m'adresse non pas au Président du Conseil général, mais à mon député, parce qu'actuellement l'Etat français mène une politique indigne d'un état démocratique en ce qui concerne le CNRS !

La politique qui est menée, est une politique unique dans tout ce qui existe actuellement ! Et je ne défends pas mon « morceau de gras » (car si le CNRS disparaît j'aurais toujours ma place dans l'université de Provence où je suis actuellement), mais cela est grave, très grave : les moyens de l'Etat disparaissent et les collectivités territoriales, les départements, les communes n'ont pas les moyens de se substituer à ce que l'Etat ne fournit plus, et j'allais dire à ce qu'il n'a jamais fourni en Corse. Je l'ai dit, et je le répète, je le redis ici : le transfert des compétences en matière culturelle en Corse a été un transfert du vide vers le vide, et ce vide n'a pas été rempli !... Monsieur le Conseiller territorial, ce n'est pas avec le deuxième recrutement d'un archéologue que l'on va monter un vrai service de l'archéologie et ça, je le dis, je l'affirme, ces dix prochaines années, si la situation reste ce qu'elle est, je vois mal comment l'archéologie corse pourra continuer à ne pas végéter, à végéter pire que ce qu'elle ne l'a fait jusqu'ici ! Je suis inquiet et je l'ai dit pas plus tard que dimanche dernier sur les ondes de RCFM : le PADDUC, le plan de développement durable pour la Corse est une catastrophe pour le patrimoine archéologique et monumental parce qu'il fait des choix sur des cartes microscopiques alors que le patrimoine n'est ni de première ni de deuxième division, le patrimoine c'est tout le patrimoine. Lorsque l'on envisage une politique sur le sauvetage des chapelles à fresques, on commence par les chapelles qui sont en meilleur état et on oublie celles qui sont les plus difficilement accessibles ! Je pense à la chapelle de Santa Maria di Arca à Muracciole, pour laquelle Stéphanie MARCHETTI, qui travaille actuellement au Conseil général de Haute Corse, avait constitué un excellent dossier dans le cadre des recherches qu'elle mène sous la direction de Jean Cancellieri, en collaboration avec moi, à l'université de Corse. Cette église est gravement menacée et rien n'est fait pour la sauver et nous perdons chaque jour des pages unique de patrimoine et c'est terrible ! Donc, de ce point de vue là, en tant qu'archéologue, je m'élève vigoureusement contre cette absence de politique sérieuse dans le cadre de la protection du patrimoine. Désolé, mais, au point où j'en suis de ma carrière, chacun sait que la langue de bois je ne connais pas.

Et vous allez me dire « et Mariana dans tout ça » ? Mariana c'est un site qui est fragile, qui est fragilisé. C'est un site qui doit être protégé. Monsieur le Maire de Lucciana en parlera mais je pense que là, il faut agir vite et très vite. Nous en avons parlé hier avec Madame Charlotte PERIN, pour le Centre de Conservation et d'Etude et de qui peut prendre pied à Mariana. Elle nous a dit hier très clairement, je pense qu'elle le redira aujourd'hui, la seule solution possible est qu'il y ait sur Mariana la création d'un poste permanent pour un technicien compétent. C'est la seule solution pour que ces centres existent. Ils peuvent exister avant que ne naisse le musée ; Charlotte Perin nous l'a dit : « il y a de l'argent miraculeusement pour trois ans » ! Donc le permanent à Mariana ce n'est pas demain ce n'est pas après-demain, ni hier, c'est aujourd'hui qu'il est indispensable ! Sinon...

C'est la raison notamment pour laquelle actuellement nous n'avons plus d'activité à Mariana : parce qu'une équipe de 150 personnes qui travaille pendant 10 semaines sous le coup du stress, avec des encadreurs qui sont autour de 10 - 12 et qui continuent à 35, à 40 ans à avoir des emplois précaires, parce qu'en Corse il n'y a pas d'emplois stabilisés dans l'archéologie, ne peut pas travailler correctement ! La Sardaigne a 400 emplois dans l'archéologie. En Corse, même si on met tous les gardiens de musée, on arrive à 15, 20



unités ! Donc, je pense qu'en méditerranée, nous sommes actuellement la région, le territoire le plus arriéré dans la conservation du patrimoine.

Et le PADDUC m'inquiète en tant qu'archéologue dans ce qui est prévu (et je n'ai pas de raison de ne pas y croire !) parce que personne ne va surveiller le bétonnage qui est prévu ! Tous les jours des sites archéologiques disparaissent ! Et ce n'est pas à 3 unités de l'Etat et à 3 unités de la région que l'on peut suivre : ils sont submergés par les paperasses ! Ils ont des difficultés à sortir de leur bureau ! Et le patrimoine s'envole, et ces pages d'histoires, elles sont irremplaçables ! Chaque fois qu'un site archéologique est détruit, c'est une page d'histoire unique, dans un pays qui n'a pas ou peu de sources écrites qui disparaît ! Et c'est définitif !...

Donc tout cela n'est pas très positif. Sous conditions, je suis prêt à continuer. Il faut que des mesures de protection du site soient prises, pas seulement du mobilier, car cela nous savons le faire maintenant depuis le début de Mariana. Je crois qu'on peut, sans être immodestes, et grâce Jacques REBIERE et au Centre Archéologique du Var, dire que le moindre objet - et le film de Marc AZEMA pour FR3 de 52 minutes, que vous avez vu hier, en est un peu l'illustration -, je crois qu'aucun objet en danger a été laissé pour compte, n'a été laissé de côté sur le site de Mariana.

Mais « Mariana » c'est aussi « San Parteo », c'est un site archéologique et des mesures de protection qui doivent exister ! Nous en parlions en venant ici avec Azédine BESCHAOUSCH et autour d'un site magnifique, celui de Sbeitla, l'antique Sufetula en Tunisie : si on a pu enclorre des dizaines d'hectares là-bas, je pense qu'il faut que nous réussissions à protéger également ce que nous avons ici ! Il ne s'agit pas seulement de Mariana, c'est un cri d'alarme, c'est un cri du cœur ! Moi je suis là, mais la condition c'est que nous soyons en mesure de travailler. C'est un peu vigoureux ; je ne sais si tu veux réagir, Paul, brièvement avant que je ne donne la parole à Joseph GALLETTI ; pour le moment, j'en ai fini ainsi.

## **Paul GIACOBBI**

Je pense qu'il fallait dire les choses, d'ailleurs mon introduction avec quelques circonvolutions revenait à dire effectivement que dans les périodes qui s'ouvrent, il faudra essayer de faire précisément un effort, qui n'en n'est pas vraiment un, donc je crois qu'il faut - on en a parlé, on a regardé un certain nombre de choses - et même si ce n'est pas notre vocation première, c'est quand même notre devoir en tant que département. Il faut que l'on travaille la main dans la main avec la ville, avec la collectivité, avec ce que peut faire l'Etat ; je ne sais pas s'il peut faire beaucoup en ce moment. La responsabilité de l'Etat est plus globale et plus sur la recherche effectivement, avec le CNRS etc... que sur un cas particulier. Parce que théoriquement les choses ont été transférées, mais comme l'a dit Philippe PERGOLA, on ne peut pas transférer des choses qu'on n'a pas ! Il n'y a pas grand-chose à transférer ; donc la CTC, la Collectivité Corse, a été bénéficiaire dans ce domaine-là de transferts qui n'existaient pas ! Donc effectivement, on n'a transféré pas grand-chose et il n'y a pas grand-chose à l'arrivée ! Donc je crois qu'il faut s'y mettre un peu sérieusement. Jusqu'ici, c'est vrai, on n'a jamais travaillé sur Mariana sur une structure solide et définitive. On a travaillé sur du précaire. Donc, il faut les uns et les autres que l'on fasse le petit effort nécessaire pour que ce que l'on a fait précédemment ne soit pas perdu.

Sur le PADDUC, je crois que il ne faut pas oublier que c'est un document qui a le mérite d'exister (ce n'est pas à moi de le défendre), qu'il y a certainement des tas de choses à reprendre et à revoir mais il ne faut pas oublier que sa procédure d'élaboration n'est pas terminée. Un certain nombre de remarques ont été faites, ici même au Conseil Général, et par conséquent je pense qu'il en sera tenu compte très sérieusement. Je dirai aussi qu'un document comme le Plan de développement durable de la Corse, c'est vraiment ce qu'on en fait nous, les uns et les autres. Alors peut être qu'en terme effectivement d'archéologie, de choix, il n'y a pas eu de choses assez claires ? Effectivement, faire des choix sur ce qui est à protéger ça se fait toujours dans le sens de la facilité, vers ce qui est le plus accessible et cela fait 10 000 ans qu'on raisonne comme ça ou à peu près. Alors peut-être qu'il faut avoir le courage d'inverser. C'est vrai aussi que la Corse a un immense retard. Un immense retard ! Il faut quand même se rappeler que jusqu'à l'arrivée de Prosper MERIMEE, il était commun de dire qu'il n'y avait pas de monuments en Corse - ce n'est pas il y a si

longtemps ! Et même en arrivant plus tard au XX<sup>ème</sup> siècle, si vous lisez la littérature, par exemple la présentation touristique de la Corse, on vous explique en long en large en travers, parfois sous des signatures illustres, qu'il n'y a pas de patrimoine en Corse ! Même Gustave FLAUBERT, écrit qu'il n'y a pas d'église à Bastia : « elles sont laides, peinturlurées et dans le goût italien ». Alors je ne vois pas pourquoi elles sont laides ? Je ne vois pas pourquoi les fresques c'est peinturluré ? - C'est Flaubert qui dit ça ! Ce n'est pas pourtant un imbécile... Et dans le « goût italien », il a l'air de dire que c'est pas bien. Alors qu'en matière d'église le goût italien c'est quand même, en gros, ce qu'on a fait de mieux depuis que le monde est monde, peut être depuis que Christianisme existe ! Mais bon voilà... Et pourtant il affirme : « les églises de Bastia sont laides, peinturlurées et dans le goût italien », je ne crois pas me tromper dans la citation. C'est dire à quel point on est en retard ! C'est-à-dire que même les gens les plus illustres n'ont pas vu ; il n'y avait peut être pas grand chose à voir, mais quand il y avait à voir, il ont compris qu'il y avait un préjugé : « il n'y a pas de patrimoine en Corse ». Donc on a effectivement beaucoup de retard, donc je crois qu'il fallait que ces choses là soient dites avec un sens de la diplomatie qui est quand même unique en son genre, Dieu merci ! Mais je crois que c'est bien de le dire... peut être que José...

### **Philippe PERGOLA**

Moi j'ai simplement oublié une chose, c'est qu'effectivement il y aura peut-être une campagne archéologique à Mariana prochainement (je pense que ça urge et ça explique pourquoi nous ne réussissons pas à protéger plus que cela nos sites) et peut être que Monsieur le Maire en parlera : c'est la déviation de la Route Départementale qui défigure le site et passe dangereusement au ras de la cathédrale romane. Je pense que les expropriations sont maintenant achevées, c'est la déviation qui doit contourner le site et permettre de le protéger et de protéger les acquisitions foncières réalisées par la Mairie de Lucciana.

Une dernière chose au niveau des priorités et des protections : j'ai parlé (et pas par hasard) de l'église romane de Santa Maria di Arca au coeur de l'île. Effectivement, il y a une politique des monuments historiques conduite par les Architectes des Monuments Historiques, qui ne sont pas toujours, qui sont rarement, les amis des archéologues. Dans le cas de la Corse, on a « ripolinisé » une infinité de fois la cathédrale d'Ajaccio, parce que c'est près de l'aéroport, en se désintéressant de monuments classés, qui vont, sans doute, un jour être déclassés parce que bientôt il ne restera plus rien ! Là, je pense que de ce point de vue, il y a une responsabilité politique et je pense qu'il faudra que nous enfoncions le clou dans les temps qui viennent !

La parole est à Monsieur le Maire de Lucciana.

### **José GALLETTI, Maire de Lucciana.**

Merci Philippe. Monsieur Le Conseiller de l'UNESCO, Monsieur le Président du Département de Haute Corse, cher Philippe, Mesdames Messieurs les intervenants, Mesdames, Messieurs, je veux tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à ce colloque et vous remercier d'avoir bien voulu apporter votre soutien à la démarche entamée par la Commune de Lucciana depuis bientôt quinze ans.

Le sujet qui nous préoccupe : « conserver, étudier, protéger le patrimoine en milieu isolé » est bien d'actualité. Car en matière de recherches archéologiques, si beaucoup de découvertes ont eu lieu (mais tout reste à découvrir, bien sûr), pour les matériels mis au jour, une phase intermédiaire devient nécessaire et notamment sur le site de Mariana sur la commune de Lucciana où le bilan est plus que satisfaisant et permet d'envisager bien sûr la suite. Pour l'instant nous en sommes à cette phase intermédiaire : il nous faut donc conserver, étudier et protéger.

Alors qu'en est il de ce site ?

- Il y a eu des acquisitions foncières : elles atteignent aujourd'hui 5 hectares et nous permettent de travailler dans de très très bonnes conditions.

- Il y a la présence aujourd'hui non pas d'un dépôt de fouilles mais de deux dépôts de fouilles, donc ce sont des locaux supplémentaires.
- Il y a l'action menée par l'association scientifique : « Mariana et la Basse Vallée du Golo ».
- Il y a le dévouement et la compétence de notre ami Philippe PERGOLA qui est responsable du site.
- Et puis il y a les partenaires. Les partenaires, Philippe nous en a parlé : le Conseil Général de Haute Corse qui a toujours été présent, la Collectivité Territoriale de Corse, l'Etat. Donc, il y a une vraie synergie sur ce site.
- Comme on en parlait, il y a cette déviation routière de la Canonica à réaliser, ce qui nous permettra de clôturer enfin ce site et surtout, lorsque le musée de site de Mariana verra le jour, nous entrerons de plain pied dans le débat justement de conserver et de développer. Nous avons actuellement « mandaté » Sophie BESSON, responsable du cabinet d'architecture Da&Du, pour terminer l'étude de programmation qui va inclure le Centre de Conservation et d'Etude dans ce projet de musée de site. Le terrain est acquis, la constructibilité est acquise, donc très vraisemblablement, dans le courant de 2009, nous allons être en mesure de produire le dossier de consultation aux entreprises. Je pense qu'à la fin de l'année 2009, nous serons en mesure de produire ce document. Bien sûr nous aurons mis en place une maîtrise d'œuvre. J'ai retenu ce que nous a dit Philippe PERGOLA tout à l'heure qu'il sera absolument nécessaire qu'un responsable soit nommé. Nous verrons avec les partenaires ce qu'il est possible de faire, mais c'est vrai qu'il nous faut un guide : il nous faut quelqu'un sur place qui à un moment donné va conseiller la ville dans cette démarche. Du côté de la région de Corse, ce musée de site a été inscrit aux « grandes orientations » en 2005. Côté recherche de financements, nous ne devrions pas avoir trop de problèmes de ce côté-là. L'Etat bien sûr au travers de la démarche qu'il a annoncé et qu'il confirmera, je pense, nous aidera un moment pour ce Centre de Conservation et d'Etudes. Donc tous les atouts sont réunis aujourd'hui pour répondre à ces trois mots : « conserver, étudier, protéger », au moins pour Mariana. Et si la volonté de nos partenaires se fait véritablement, se concrétise, moi je crois - au moins au niveau de Mariana - que l'on devrait progresser.

Alors concernant ce plan, ce PADDUC, et je remercie le Président du Conseil général de bien souligner que pour l'instant ce n'est qu'un projet qui est largement amendable, qu'il y aura pas mal d'observations qui seront faites. Des réunions auront lieu, bien sûr, il y aura une enquête publique et avant la sortie, avant que ce PADDUC soit approuvé et qu'il soit soumis à l'approbation de l'Assemblée de Corse, je pense qu'il y aura encore des réunions qui vont permettre encore d'affiner, qui vont permettre de préciser.

Je me permettrai simplement de dire, en tant que Conseiller territorial, qu'il ne faut pas penser que ce PADDUC sera une Bible. Qu'elle aura une précision au point à un moment donné - je vais utiliser le terme - de « dicter » aux maires ce qu'ils ont à faire dans leur commune. Et c'est le maire d'une commune qui parle ! Moi je crois que la commune reste la cellule de base dans notre société et que donc il faut faire très attention. On doit, bien sûr, essayer d'harmoniser au niveau d'une région le développement ; il faut donner les directives mais à un moment donné, il faut laisser aux populations locales le soin de décider au final, dans le détail, ce qu'elles doivent faire. Voilà je tenais donc à en parler puisque la région a été citée plusieurs fois et que le nom de la Collectivité Territoriale a été cité. Je vous remercie.

### **Philippe PERGOLA**

Et ce n'est pas pour rien que je vous ai « aiguillonné » ! Il y a eu effectivement une réunion de concertation du monde archéologique, il y a quatre ou cinq ans, dans le cadre du projet de PADDUC et elle n'a été suivie d'aucun lendemain, pas même d'un compte rendu. Donc c'est une bonne chose, qu'avec vous, cela remonte à la Collectivité Territoriale et que cette concertation puisse avoir lieu. Effectivement, on est un peu rassuré de savoir que la commune reste la cellule de base, c'est quand même comme cela depuis le monde grec, la cité, la « civitas » romaine aussi et la « terra dei comuni » et Jean CANCELLIERI pourrait nous expliquer ce qui se passait effectivement au Moyen Age.

Il ne fait pas de doute que la cité, sur la longue durée, est l'une de nos garanties. Je vous remercie, j'avais



besoin aussi, peut-être, d'être un peu rassuré et j'espère que, vraiment, concrètement, on va avancer, parce qu'il ne fait aucun doute qu'une présence stable sur le site est essentielle. Cette année ce sont près de 30 chercheurs qui se sont succédés tout au long de l'année ; ils ont eu des problèmes de logistique, pour accéder au site, pour être hébergés ; je pense donc qu'il est devenu indispensable, que c'est une condition essentielle qu'un permanent soit présent à l'année...

Je donne maintenant la parole à Monsieur Jean-Michel CASTA, président de notre association, qui a également une responsabilité importante dans tout ce qui se passe sur le site et pour toutes les opérations que nous y menons.

### **Jean Michel CASTA, Président de l'Association Mariana et la Basse Vallée du Golo.**

Comme introduction je crois que tout a été dit ; c'était clair net et précis. Au-delà des inquiétudes objectives de Philippe, je veux quand même très sincèrement remercier les partenaires financiers ici présents que sont le président du Conseil général de Haute Corse et la Mairie de Lucciana sans lesquels l'association n'aurait pu rien faire. Et c'est vrai qu'il ne faut pas être modeste, l'équipe archéologique dont tu as la responsabilité a fait quand même des découvertes très importantes qui ont bouleversé l'histoire du site. Il faut quand même le dire ! C'est sûr que ce n'est pas spectaculaire et il me semble que la déviation routière sera l'événement qui va frapper les esprits, je parle des esprits qui ne sont pas sensibilisés à l'archéologie, parce que là va apparaître pour la première fois quelque chose qui va protéger l'édifice religieux. Mais bien sûr, au delà, il faudra avancer les fouilles sur la ville elle même que nous attendons depuis longtemps. Moi, j'ai bon espoir parce qu'il y a ici, dans ces lieux en tout cas une bonne volonté, une volonté évidente de faire ce qui se fait. Je n'ai rien d'autre à dire qu'espérer que ça continue. Je remercie tout le monde d'être là afin qu'ils continuent de travailler dans le sens de l'enrichissement du patrimoine de la Corse qui a été bien sûr, comme le disait Monsieur le Président du Conseil général, souvent critiqué et souvent considéré comme nul alors qu'il n'est ni plus pauvre ni plus riche ailleurs, alors qu'il est ce qu'il est. Il est notre culture, il représente nos racines et soyons fiers de cela. Alors protégeons et développons les sites archéologiques. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire, je ne suis pas un bon orateur, excusez moi.

### **Philippe PERGOLA**

L'important c'est qu'on ait un bon Président ! Donc, avant de donner la parole à Azédine BESCHAOUCH, pour clore cette séance inaugurale, je voudrais quand même ? pour ce qui est du positif de nos recherches et de notre futur, donner la parole cette année à la seule équipe qui ait réellement travaillé sur le terrain, puisque je le répète nous n'avons pas fouillé.

Effectivement l'absence d'étudiants, d'étudiants insulaires et en particulier de l'université de Corte nous a un peu freiné dans cette démarche de formation que nous avons eu depuis le début, mais nous la reprendrons, puisque quand même sur ces 1 500 cents stagiaires que nous avons eu (une bonne partie d'entre eux se sont tout ou en partie formés à Mariana) il y avait beaucoup de doctorants, beaucoup de docteurs, il y a des vocations qui sont nées, mêmes de jeunes chercheurs qui s'orientent vers la conservation, il y a eu des masters qui ont été réalisés autour de Mariana. Je regrette à nouveau que l'université de Corse ne s'y soit pas associée, je l'ai dit sur les ondes de RCFM l'autre jour ; j'ai dirigé ou codirigé des thèses dans une vingtaine d'universités européennes et la seule université qui ne m'ait pas accueilli, malgré une demande officielle à son président de l'époque, c'est l'université de Corte. Peut être les choses se débloquent-elles dans le futur ? Je reste, nous restons preneurs...

Je donne la parole maintenant à notre ami Franck VERMEULEN qui est à la fois Directeur du département de l'archéologie de l'université de Gent en Belgique, qui est également, et en cela accompagné par Cristina CORSI de l'université de Cassino, enseignant dans une université du Portugal où j'ai moi même un petit pied, un orteil, sur le site paléochrétien de Coimbra, de Conimbriga antique pour le complexe paléochrétien où j'ai été invité par notre collègue Jorge LOPEZ QUIROGA, partenaire du GDRE. Franck la parole est à toi.